

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/46/Suppl.3

26 février 1998

(98-0654)

Commerce des services

JAPON

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 3

(Seul le texte anglais fait foi)

Le texte ci-joint remplace la section relative aux services financiers qui figure dans le document GATS/SC/46/Suppl. 1/Rev. 1.

JAPON
LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS Le Japon souscrit ses engagements spécifiques en matière de services financiers non seulement conformément à la Partie III du présent accord et à l'Annexe sur les services financiers mais également conformément au Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers (ci-après dénommé le "Mémorandum", qui est joint à la présente liste et qui en fait partie intégrante). Ainsi, les engagements au titre du Mémorandum dans le secteur des services financiers viennent s'ajouter à ceux qui sont couverts par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers. Pour des raisons prudentielles au titre du paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers, il ne sera pas interdit au Japon de prendre certaines mesures, par exemple limitations non discriminatoires des formes juridiques de présence commerciale. Pour les mêmes raisons, il ne sera pas interdit au Japon d'appliquer des limitations non discriminatoires concernant l'admission sur le marché de nouveaux services financiers, limitations qui seront conformes au cadre réglementaire qui a pour but d'atteindre ces objectifs prudentiels. Ainsi, les maisons de titres sont autorisées à négocier les titres définis dans la législation japonaise en la matière, tandis que les banques n'y sont pas autorisées sauf conformément à ladite législation. En ce qui concerne les engagements spécifiques dans le secteur des services financiers, les services fournis sur le territoire d'un Membre autre que le Japon à un consommateur au Japon, sans qu'il y ait marketing actif de la part du fournisseur de services, sont censés être fournis conformément au paragraphe 2 b) de l'article premier du présent accord.			
A. <u>Services d'assurance</u> <u>et services connexes</u>	Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre des paragraphes 3 et 4 du Mémorandum qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:		Le Japon souscrit les ENGAGEMENTS ADDITIONNELS joints en annexe.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	1) Présence commerciale en principe obligatoire pour les contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte: a) marchandises transportées sur le territoire japonais b) navires immatriculés au Japon qui ne sont pas utilisées pour le transport maritime international L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon	1) Néant	
	2) Présence commerciale en principe obligatoire dans le cas des contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte: a) marchandises transportées sur le territoire japonais b) navires immatriculés au Japon qui ne sont pas utilisés pour le transport maritime international	2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion des services d'assurance et services connexes)	L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon		Le Japon souscrit les ENGAGEMENTS ADDITIONNELS joints en annexe.	
	3) L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public La fourniture de services d'intermédiation en assurance est interdite dans le cas des contrats d'assurance conclus par un fournisseur de services d'assurance qui n'est pas agréé au Japon	3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"		
	Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>des paragraphes 3 et 4 du Mémorandum qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:</p> <p>1) Présence commerciale obligatoire pour les services de gestion d'investissements</p> <p>2) Néant après avril 1998. Avant avril 1998, la fourniture de services sera assujettie aux restrictions ci-après:</p> <p>Les dépôts à l'étranger et les contrats de fiducie libellés en devises étrangères et dont le montant total dépasse 200 millions de yen, ainsi que ceux qui sont libellés en yen, sont subordonnés à autorisation. Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière peuvent obtenir une autorisation valable pour une durée indéterminée s'agissant des dépôts à l'étranger libellés en devises étrangères et d'un montant de plus de 200 millions de yen, effectués pour investissement de portefeuille, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u>.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Les services de transactions en capital énumérés ci-dessous peuvent être fournis par l'entremise de banques établies au Japon et autorisées à faire des opérations de change; dans les autres cas, ils sont en principe subordonnés à autorisation préalable:</p> <p>a) Opérations:</p> <ul style="list-style-type: none">i) sur instruments de paiement, chèques et effets par exemple;ii) sur devises; etiii) sur produits dérivés lorsqu'elles impliquent des transactions directes en devises, par exemple les options au comptant sur devises. <p>Les sociétés commerciales sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans tous les produits dérivés cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u></p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans des contrats à terme d'instruments financiers et des options cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u></p> <p>b) Formules spéciales de règlement, par exemple compensation et toute autre formule par laquelle un résident ou bien effectue un paiement pour le compte d'un non-résident à un autre résident, ou bien reçoit un paiement effectué par un autre résident pour le compte d'un non-résident</p> <p>c) Swaps</p> <p>3) La présence commerciale pour les services de gestion de fonds de placement doit être assurée par une personne morale établie au Japon</p>	<p>3) Le régime d'assurance des dépôts ne couvre pas ceux qui sont confiés à des succursales de banques étrangères</p> <p>Comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>3) En ce qui concerne les actifs des caisses de pensions de salariés qui, selon la détermination du</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	Ministre de la santé et de la protection sociale, peuvent être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements, le Japon a supprimé la distinction entre les fonds nouveaux* et les actifs autres les fonds nouveaux	

* Les fonds nouveaux sont des actifs consistant principalement en primes accumulées par une caisse après le jour où elle est habilitée par le Ministre de la santé et de la protection sociale à élargir ses moyens de gestion d'actifs en y incluant les services de gestion d'investissements.

JAPON: ENGAGEMENTS ADDITIONNELS

A. Services d'assurance et services connexes

Chaque fois qu'il est indiqué, dans les engagements spécifiques figurant dans la colonne relative aux engagements additionnels, que les autorités compétentes approuvent une demande ou ne rejettent pas une notification, la demande ou la notification doit satisfaire aux critères applicables prévus par la loi. Les autorités compétentes appliquent ces critères de façon équitable et transparente et les interprètent de façon à permettre aux fournisseurs de services d'assurance d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré.

1. Les autorités compétentes approuvent les demandes concernant le système direct d'assurance automobile et approuvent l'utilisation des cartes de crédit pour le règlement des primes, la police prenant effet à la date à laquelle le fournisseur du service d'assurance accepte le paiement par carte de crédit.

Le système direct ("Tsushin-Hanbai") d'assurance automobile désigne une méthode de distribution selon laquelle les fournisseurs des services d'assurance offrent leurs produits aux consommateurs par le biais d'annonces publicitaires publiées par exemple dans des journaux et des magazines et par courrier ou appels téléphoniques directs, acceptent les demandes des consommateurs communiquées par courrier ou appels téléphoniques et concluent des contrats avec les consommateurs sans les rencontrer, par un échange de courrier ou d'appels téléphoniques.

2. A compter du 1er avril 1998, les autorités compétentes élargiront le champ d'application du système de taux conseillés pour les chargements relatifs à l'assurance incendie fournie par des caisses privées d'assurance, en abaissant le montant minimal par contrat à 7 milliards de yen.

3. Les autorités compétentes ont inclus les 16 produits suivants dans la liste des produits auxquels s'applique le système de notification concernant les taux et les avenants et autorisent, dans un délai normal de 90 jours, la commercialisation des produits qui leur ont été notifiés (c'est-à-dire qu'elles ne rejettent pas les notifications): assurance responsabilité civile contre les fautes professionnelles médicales ("Ishi Baisho Sekinin Hoken"), assurance pour manque à gagner attribuable au matériel ("Sogyo Kaishi Chien Hoken"), assurance pour retard dans le démarrage des travaux de construction ("Kaigyō Chien Hoken"), assurance responsabilité civile après travaux de génie civil ("Doboku Kozobutsu Hoken"), assurance des risques liés à l'énergie nucléaire ("Genshiryoku Hoken"), assurance responsabilité civile complémentaire ("Kigyō Hokatsu Baisho Sekinin Hoken"), assurance responsabilité civile pour atteinte à l'environnement ("Kankyo Osen Baisho Sekinin Hoken"), assurance montage ("Kumitate Hoken"), assurance générale du mobilier ("Dosan Sogo Hoken"), assurance générale des ordinateurs ("Kompyuta Sogo Hoken"), assurance des chaudières et des turbines ("Boiler Turbo-set Hoken"), assurance transit ("Unsoh Hoken"), assurance contre le vol des cartes de crédit ("Credit Card Tonan Hoken"), assurance générale de responsabilité ("Baisho Sekinin Hoken"), assurance tous risques de la construction ("Kensetsu Koji Hoken") et assurance caution ("Hosho Shoken").

4. a) Le 1er juillet 1998 au plus tard, les autorités compétentes élimineront l'obligation imposée aux membres d'un bureau de tarification d'utiliser les taux calculés par ce bureau pour la fourniture de services d'assurance, tout en autorisant ces membres à utiliser, pour le calcul des taux, les renseignements statistiques recueillis par le bureau.

b) Quand les modifications législatives nécessaires auront été adoptées et que les mesures administratives correspondantes seront entrées en vigueur pour mettre en oeuvre l'alinéa a) ci-dessus, les autorités compétentes approuveront, dans un délai normal de 90 jours après leur présentation, les demandes permettant à tous les fournisseurs de services d'assurance d'offrir

des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré, que ces demandes aient ou non été établies en utilisant les taux calculés par le bureau de tarification sur la base de ses statistiques.

c) Avant que les modifications législatives nécessaires n'aient été adoptées et que les mesures administratives correspondantes ne soient entrées en vigueur, les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours après leur présentation, les demandes concernant les produits des principales catégories de l'assurance-vie et de l'assurance autre que sur la vie et laissant la possibilité d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré.

d) Les autorités compétentes approuvent les demandes concernant l'assurance automobile facultative laissant la possibilité d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré, et concernant notamment le système direct d'assurance automobile comportant des taux différenciés (désigné sous le nom collectif d'"assurance automobile différenciée") en vigueur depuis le 1er septembre 1997. La différenciation en fonction du risque assuré comprend la différenciation des taux hors du système des fourchettes de taux, fondée sur les facteurs de risque suivants: âge, sexe, accidents antérieurs, usage (par exemple commercial ou privé) et mode d'utilisation (par exemple kilométrage annuel), région géographique (c'est-à-dire Hokkaido, Shikoku, Kyushu et Honshu, divisée en Tohoku, Kanto-Koshinetsu, Hokuriku-Tokai et Kinki-Chugoku), type du véhicule, caractéristiques de sécurité du véhicule et possession de plusieurs véhicules.

5. a) Les autorités compétentes n'autorisent pas les filiales de fournisseurs de services d'assurance-vie qui sont elles-mêmes des compagnies d'assurance non-vie à offrir les services suivants d'assurance accidents corporels:
 - i) assurance accidents corporels fondée sur une police unique souscrite et/ou approuvée¹ par des associations intersectorielles sans but lucratif ou des fondations pour personnel d'encadrement d'entreprises²;
 - ii) assurance contre les accidents lors de voyages dans le pays et à l'étranger fournie par l'intermédiaire d'agence de voyages;
 - iii) assurance accidents corporels pour étudiants commercialisée ou approuvée¹ par les écoles (écoles publiques et privées, quel que soit le niveau d'enseignement) ou des organisations ou associations d'enseignants, d'étudiants ou de parents (c'est-à-dire "Gakusei-Dantai", "Dosokai" et PTA);
 - iv) assurance accidents corporels fournie dans le cadre d'un système direct ("Tsushin-Hanbai");
 - v) assurance accidents corporels de groupe sauf dans les cas où les filiales agissent en tant que chefs de file de coassureurs ou en tant qu'assureurs uniques et où l'assurance est vendue à un groupe qui, au cours des six mois précédents, ne détenait

¹"Approuver" signifie recommander ("suisho") et/ou appuyer ("koen").

²Les "associations intersectorielles sans but lucratif ou fondations pour personnel d'encadrement d'entreprises" sont les suivantes: "Zenkoku Hojinkai Sorengo", "Kyokuren Hojinkai", "Kenhojinkai Rengokai", "Tan-i Hojinkai", "Nozeikyokai Rengokai", "Burokku-kai" et "Nozeikyokai".

pas de police pour le même produit, ou un produit substituable, d'assurance accidents corporels de groupe conclue par des fournisseurs de services d'assurance de petite ou moyenne importance et/ou étrangers; et

vi) assurance accidents corporels remboursable à échéance.

b) Les autorités compétentes n'autorisent pas les filiales de fournisseurs de services d'assurance autre que sur la vie qui sont elles-mêmes des compagnies d'assurance-vie à vendre une assurance contre le risque de cancer seule ou une assurance médicale seule et maintiennent la limite qui existait avant l'entrée en vigueur, le 1er avril 1996, de la nouvelle Loi sur les activités d'assurance en ce qui concerne le rapport entre les prestations prévues par les avenants et les prestations prévues par la police de base.

c) Les autorités compétentes cesseront d'appliquer les mesures³ décrites aux alinéas a) et b) visant à éviter une modification radicale du secteur tertiaire deux ans et demi après la date à laquelle les modifications législatives nécessaires auront été adoptées et les mesures administratives correspondantes seront entrées en vigueur ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4, à condition que toutes les mesures mentionnées ci-dessous aient été mises en oeuvre à cette date. Les cas isolés de non-respect mineur de la durée normale d'examen prévue aux alinéas i), iii) B) ou v) ci-dessous ne constituent pas, aux fins d'application du présent paragraphe, un défaut de mise en oeuvre de ces mesures.

- i) Les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours, les demandes concernant l'assurance automobile différenciée décrite à l'alinéa 4 d);
- ii) les autorités compétentes ont abaissé le niveau minimal du montant assuré par contrat donnant droit à l'application du système de taux conseillés pour l'assurance incendie fournie par des caisses privées d'assurance, décrit au paragraphe 2;
- iii) en ce qui concerne le système de notification, les autorités compétentes:
 - A) ont mis en oeuvre le système de notification pour les six derniers produits mentionnés au paragraphe 3; et
 - B) autorisent, dans un délai normal de 90 jours, la commercialisation de ceux des 16 produits mentionnés au paragraphe 3 qui leur auront été notifiés (c'est-à-dire qu'elles ne rejettent pas les notifications);
- iv) les modifications législatives nécessaires ont été adoptées et les mesures administratives correspondantes sont entrées en vigueur afin d'éliminer les obligations imposées aux membres d'un bureau de tarification d'utiliser les taux calculés par ce bureau, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4; et
- v) en ce qui concerne les produits ou les taux différenciés, les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours, les demandes qui leur ont été présentées.

³Les "mesures" ne s'appliquent pas à l'assurance de groupe pour invalidité de longue durée ("Dantai Choki Shogai Shotoku Hosho Hoken") et l'assurance pour perte de revenu ("Shotoku Hosho Hoken"), notamment l'assurance individuelle pour invalidité de longue durée ("Choki Shogai Tokuyaku").

Si aucune demande et aucune notification n'a été présentée 90 jours avant la date mentionnée ci-dessus, les mesures indiquées aux alinéas iii) B) et v) seront considérées comme ayant été mises en oeuvre.

6. Si un fournisseur de services d'assurance a présenté aux autorités compétentes des documents sur des produits ou des taux qui, selon lui, constituent une demande, il peut solliciter des autorités compétentes qu'elles se prononcent sur la nature de ces documents. Les autorités compétentes répondent sans retard injustifié à cette requête et indiquent si elles estiment que les documents constituent une demande formelle.

B. Services bancaires et autres services financiers
(à l'exclusion de l'assurance et des services connexes)

1. S'agissant des actifs des caisses de pensions des salariés (ci-après dénommées les "caisses") qui, selon la détermination des autorités compétentes, peuvent être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements, la durée d'existence des caisses après leur établissement donnant droit à bénéficier de ce régime a été ramenée de huit ans à trois ans.

2. Un plafond, égal à la moitié du total des actifs, a été fixé en ce qui concerne les actifs des caisses pouvant être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements. Il sera éliminé d'ici mars 1999.

3. Les différents fournisseurs de services de gestion de caisses de pensions ne sont pas tenus d'appliquer de directive en matière de répartition des actifs pour ce qui est de la gestion des actifs de la Caisse publique de pensions (à l'exclusion de la gestion commune de fonds de compagnies d'assurance) ou des actifs des caisses (à l'exclusion de la gestion commune de fonds de compagnies d'assurance) pouvant être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements.

4. Les services de gestion de fonds de placement et les services de gestion d'investissements peuvent être fournis par une seule entité si celle-ci satisfait aux dispositions pertinentes des lois japonaises en matière prudentielle et aux normes prudentielles établies par les autorités compétentes.

5. Les autorités compétentes autorisent la Caisse publique de pensions à permettre aux sociétés de conseil en investissement de participer à la gestion de ses actifs dans le cadre d'une version modifiée du régime "Shiteitan". Lors du prochain examen d'ensemble du régime de caisse de pensions japonais qui aura lieu en 1999, ce système devrait être révisé.

Le "Shiteitan" est une forme particulière de placement fiduciaire géré séparément par des banques d'investissement. Dans le cadre de ce régime, les propriétaires effectifs ne précisent pas l'objet particulier des actions, obligations ou autres instruments financiers à acheter. Les banques d'investissement sont autorisées à garantir le principal du "Shiteitan" conformément aux lois et réglementations nationales.

6. Les autorités compétentes utilisent pleinement les mécanismes existants dont elles disposent pour prendre rapidement des dispositions afin de tenir compte des innovations concernant les produits liés aux valeurs mobilières, tout en garantissant la supervision la plus appropriée des marchés d'un point de vue prudentiel.

MEMORANDUM D'ACCORD SUR LES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX SERVICES FINANCIERS

Les participants au Cycle d'Uruguay ont été habilités à prendre des engagements spécifiques au sujet des services financiers dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"Accord") sur la base d'une approche différente de celle qui est prévue dans les dispositions de la Partie III de l'Accord. Il a été convenu que cette approche pourrait être appliquée étant entendu:

- i) qu'elle n'entre pas en conflit avec les dispositions de l'Accord;
- ii) qu'elle ne préjudicie pas au droit de tout Membre d'inscrire ses engagements spécifiques dans une Liste conformément à l'approche prévue à la Partie III de l'Accord;
- iii) que les engagements spécifiques qui en résulteront s'appliqueront sur une base NPF;
- iv) qu'elle ne fait pas présumer du degré de libéralisation qu'un Membre s'engage à assurer en vertu de l'Accord.

Les Membres intéressés, sur la base de négociations, et sous réserve de conditions et restrictions dans les cas où cela est spécifié, ont inscrit des engagements spécifiques dans leurs Listes conformément à l'approche décrite ci-après.

A. *Statu quo*

Toutes conditions, limitations et restrictions aux engagements indiqués ci-après seront limitées aux mesures non conformes existantes.

B. *Accès aux marchés*

Droits monopolistiques

1. Outre l'article VIII de l'Accord, les dispositions ci-après seront d'application:

Chaque Membre indiquera dans sa Liste en rapport avec les services financiers les droits monopolistiques existants et s'efforcera de les éliminer ou d'en réduire la portée. Nonobstant l'alinéa 1 b) de l'Annexe sur les services financiers, le présent paragraphe s'applique aux activités visées à l'alinéa 1 b) iii) de l'Annexe.

Services financiers achetés par des entités publiques

2. Nonobstant l'article XIII de l'Accord, chaque Membre fera en sorte que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée et du traitement national en ce qui concerne l'achat ou l'acquisition de services financiers par des entités publiques du Membre sur son territoire.

Commerce transfrontières

3. Chaque Membre permettra aux fournisseurs non résidents de services financiers de fournir, en tant que commettant, par l'intermédiaire d'un mandataire ou en tant que mandataire, et suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, les services suivants:

- a) assurance contre les risques en rapport avec:
 - i) le transport maritime, le transport aérien commercial, le lancement d'engins spatiaux et le transport effectué par ces engins (y compris les satellites), cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après: marchandises transportées, véhicule transportant les marchandises et toute responsabilité en découlant; et
 - ii) les marchandises en transit international;
- b) réassurance et rétrocession, et services auxiliaires de l'assurance visés à l'alinéa 5 a) iv) de l'Annexe;
- c) fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières visés à l'alinéa 5 a) xv) de l'Annexe et services de conseil et autres services auxiliaires, à l'exclusion de l'intermédiation, en rapport avec les services bancaires et autres services financiers visés à l'alinéa 5 a) xvi) de l'Annexe.

4. Chaque Membre permettra à ses résidents d'acheter sur le territoire de tout autre Membre les services financiers indiqués:

- a) à l'alinéa 3 a);
- b) à l'alinéa 3 b); et
- c) aux alinéas 5 a) v) à xvi) de l'Annexe.

Présence commerciale

5. Chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre le droit d'établir ou d'accroître sur son territoire, y compris par l'acquisition d'entreprises existantes, une présence commerciale.

6. Un Membre pourra imposer des modalités, conditions et procédures pour ce qui est d'autoriser l'établissement et l'accroissement d'une présence commerciale, pour autant que celles-ci ne tournent pas l'obligation incombant au Membre au titre du paragraphe 5 et qu'elles soient compatibles avec les autres obligations énoncées dans l'Accord.

Nouveaux services financiers

7. Un Membre permettra aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire d'y offrir tout nouveau service financier.

Transferts et traitement des informations

8. Aucun Membre ne prendra de mesures qui empêchent les transferts d'informations ou le traitement d'informations financières, y compris les transferts de données par des moyens électroniques, ou qui, sous réserve des règles d'importation conformes aux accords internationaux, empêchent les transferts d'équipement, dans les cas où de tels transferts d'informations, un tel traitement d'informations financières ou de tels transferts d'équipement sont nécessaires à un fournisseur de services financiers pour la conduite de ses affaires courantes. Aucune disposition du présent paragraphe ne restreint le droit d'un Membre de protéger les données personnelles, la vie privée et le caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels pour autant que ce droit ne soit pas utilisé pour tourner les dispositions de l'Accord.

Admission temporaire de personnel

9. a) Chaque Membre permettra l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre qui établit ou a établi une présence commerciale sur le territoire du Membre:
- i) cadres de direction supérieurs en possession des informations exclusives indispensables à l'établissement, au contrôle et à l'exploitation des services du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des opérations du fournisseur de services financiers.
- b) Chaque Membre autorisera, sous réserve de la disponibilité de personnel qualifié sur son territoire, l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après associé à la présence commerciale d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre:
- i) spécialistes des services informatiques, des services de télécommunication et des questions comptables du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des questions actuarielles et juridiques.

Mesures non discriminatoires

10. Chaque Membre s'efforcera d'éliminer ou de limiter tout effet préjudiciable notable pour les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre:
- a) des mesures non discriminatoires qui empêchent les fournisseurs de services financiers d'offrir sur le territoire du Membre, sous la forme déterminée par le Membre, tous les services financiers autorisés par le Membre;
 - b) des mesures non discriminatoires qui limitent l'expansion des activités des fournisseurs de services financiers sur l'ensemble du territoire du Membre;
 - c) des mesures d'un Membre, lorsque ce Membre applique les mêmes mesures à la fourniture à la fois de services bancaires et de services liés aux valeurs mobilières, et qu'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre concentre ses activités sur la fourniture de services liés aux valeurs mobilières; et

- d) d'autres mesures qui, bien que respectant les dispositions de l'Accord, portent préjudice à la capacité des fournisseurs de services financiers de tout autre Membre d'opérer, de participer à la concurrence sur le marché du Membre ou d'y accéder;

à condition que des mesures prises en vertu du présent paragraphe n'établissent pas injustement une discrimination à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui prend ces mesures.

11. Pour ce qui est des mesures non discriminatoires visées aux alinéas 10 a) et b), un Membre s'efforcera de ne pas limiter ni restreindre le niveau existant des possibilités commerciales, ni les avantages dont bénéficient déjà sur le territoire du Membre les fournisseurs de services financiers de tous les autres Membres pris en tant que groupe, à condition que cet engagement n'entraîne pas une discrimination injuste à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui applique ces mesures.

C. *Traitement national*

1. Suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire l'accès aux systèmes de règlement et de compensation exploités par des entités publiques ainsi qu'aux facilités de financement et de refinancement officielles disponibles au cours de transactions commerciales ordinaires. Le présent paragraphe n'a pas pour objet de conférer l'accès aux facilités du prêteur en dernier ressort du Membre.

2. Lorsque l'appartenance, la participation ou l'accès à un organisme réglementaire autonome, à une bourse ou un marché des valeurs mobilières ou des instruments à terme, à un établissement de compensation, ou à toute autre organisation ou association est exigé par un Membre pour que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre puissent fournir des services financiers sur une base d'égalité avec les fournisseurs de services financiers du Membre, ou lorsque le Membre accorde directement ou indirectement à ces entités des privilèges ou des avantages pour la fourniture de services financiers, le Membre fera en sorte que lesdites entités accordent le traitement national aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre résidant sur le territoire du Membre.

D. *Définitions*

Aux fins de la présente approche:

1. Un fournisseur non résident de services financiers est un fournisseur de services financiers d'un Membre qui fournit un service financier sur le territoire d'un autre Membre à partir d'un établissement situé sur le territoire d'un autre Membre, qu'il ait ou non une présence commerciale sur le territoire du Membre dans lequel le service financier est fourni.

2. L'expression "présence commerciale" s'entend d'une entreprise se trouvant sur le territoire d'un Membre pour la fourniture de services financiers et englobe les filiales dont le capital est détenu en totalité ou en partie, les coentreprises, les sociétés de personnes ("partnerships"), les entreprises individuelles, les opérations de franchisage, les succursales, les agences, les bureaux de représentation ou autres organisations.

3. Un nouveau service financier est un service de caractère financier, y compris tout service lié à des produits existants et à de nouveaux produits ou la manière dont un produit est livré, qui n'est fourni par aucun fournisseur de services financiers sur le territoire d'un Membre déterminé mais qui est fourni sur le territoire d'un autre Membre.
